

Venezuela : Conspiration

31-05-2007

Par des voies différentes de celles utilisées en avril 2002, avec d'autres acteurs et à une échelle plus importante, l'opposition télé-dirigée depuis Washington prépare une nouvelle tentative de renverser le président Hugo Chavez.

La mobilisation de masse et le putsch militaire sont écartés. L'échec de Manuel Rosales avec la marche en faveur de Radio Caracas Television (Rctv), le 21 avril, démontre une évidence : l'opposition n'a pas la capacité de convoquer dans les rues ni même 10 % de ceux des adversaires de Chavez. Elle ne compte pas non plus sur des cadres militaires en condition de tenter une révolte. Il est impossible de prévoir avec exactitude le chemin qu'adopteront alors ceux qui, stimulés par la Maison Blanche et avec intervention directe de la CIA, avancent dans leurs plans golpistes. Mais il y a quelque chose de certain : l'impérialisme, ses rejets au Venezuela et les associés dans tout l'hémisphère sont prêts à agir selon un plan dont seule une équipe spéciale du Département d'Etat connaît les détails. Il y a quelques jours l'ex-vice-président José Vicente Rangel a avancé qu'un centre pour une opération contre-révolutionnaire stratégique a été monté à Santiago du Chili. Depuis El Mercurio, le journal qui a oeuvré comme école de la dictature pinochétiste, on programme une campagne de presse dans laquelle participeront des journaux homologues de Río de Janeiro, de Buenos Aires, de Bogota et de Lima. Des entrepreneurs préparent une grève de la presse vénézuélienne, prenant comme excuse le cas Rctv. La chaîne hémisphérique de médias du capital amplifiera ce mouvement. L'axe sera d'accuser Chavez comme dictateur, qui après ne pas avoir renouvelé la concession à Rctv commence à "museler la presse libre". Derrière le rideau de fumée Ce bruit médiatique, excité par la tournée internationale du titulaire de Rctv, Marcel Granier, est la partie visible et minimale du plan. Ostensiblement télé-dirigé par la CIA, Granier répète, en réalité à une plus grande échelle, sa conduite de 2002, quand précisément Rctv a agit de centre de diffusion et d'organisation du coup d'Etat. Seulement cette fois, maintenant dans l'impossibilité de tromper et d'entraîner le citoyen oppositeur de son pays, il change de scène. Sur le terrain, à la place du terrorisme médiatique de 2002, il reste le terrorisme tout court. Depuis cinq ans, le centre du plan consiste à assassiner Chavez. Devant les difficultés de l'objectif, d'autres actions sont en marche, avec une capacité de déstabilisation suffisante, visant à provoquer la réaction populaire, obliger la réplique du gouvernement et justifier l'entrée en action de groupes armés. On ne peut écarter que la CIA recourt à des actions terroristes d'envergure. Pour cela elle a semé des groupes de paramilitaires colombiens dans différents points du pays. Une succession d'explosions de faible magnitude, culminée avec l'attentat à l'ambassade de la Bolivie le 26 avril dernier et l'arrestation de l'un des impliqués à peine quelques heures après ne devrait pas donner lieu à la confusion. Le groupe qui s'est attribué les actions est une façade et avec certitude sera rapidement démantelé. Le véritable mécanisme terroriste opère dans l'ombre. Ce plan seulement peut le neutraliser la croissante et constante mobilisation populaire, à laquelle a emphatiquement appelé Chavez dans son discours du 13 avril devant une foule de centaines de milliers de personnes. Mais la bataille n'est pas envisagée seulement au Venezuela. Plus anxieux y compris que les stratèges impérialistes, leurs associés mineurs au sud du Rio Bravo ont pris une décision : il faut en finir avec la Révolution Bolivarienne. Ils en ont déjà pris la décision. Ils s'efforceront, comme c'est évident, d'en minimiser les coûts. Mais ils ne reculeront pas. La cause est transparente : la révolution entre au Venezuela dans une phase anticapitaliste et l'onde expansive d'un pays de telle envergure changeant les relations de production frappera avec la force d'un Tsunami dans toute la région. Rien ne pourra continuer comme aujourd'hui dans aucun des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. De là, la nervosité, l'hésitation, les pas en zigzag de quelques gouvernements progressistes de la région : ils comprennent ou au moins devinent qu'il leur sera impossible de se soutenir dans des positions de centre. A terme, la polarisation est inéluctable et l'option socialisme ou barbarie devient une option politique concrète. C'est pour cela le résultat du sommet de Margarita est doublement significatif : malgré la crainte -ou la Franche opposition- que projète la dynamique de la Révolution Socialiste Bolivarienne, il y a eu unanimité pour converger dans l'accouchement de l'Union des Nations Sud-américaines. L'explication est moins complexe quelle le paraît : entre le mur de l'impérialisme et l'épée de Bolivar que, sans rhétorique, empoignent chaque jour avec une plus grande décision de plus en plus de peuples d'Amérique latine, les gouvernements d'urgence qui dans la région ne représentent pas structurellement leurs bourgeoisies, bien qu'ils honorent leurs ordres dans tout ce qui a à voir avec les manières d'augmenter la plus-value et accentuer de manière négative sa distribution, savent que leur propre subsistance réside dans le consensus de majorités et dépend du fait qu'ils ne s'écartent pas et s'opposent au cours révolutionnaire au Venezuela. Pour ces présidents qui sont oui des prolongations organiques des classes dominantes, il est également impossible de s'opposer à la convergence objective des autres : l'isolement complèterait leur situation d'étouffement stratégique. Seul le péruvien Alan Garcia a changé le rendez-vous de Margarita pour un baisemain à la Maison Blanche, où il a imploré pour le TLC (traité de libre échange). Cependant, il a envoyé une lettre à Chavez, presque autant mielleuse que ses déclarations à Washington. Le fait est que l'impérialisme et ses associés ont pris la décision de sortir sans retard à la croisée de la grande vague révolutionnaire en Amérique du Sud, avec épice au Venezuela. Et qu'ils n'ont pas maintenant d'autre recours que la violence. Engagement Il est possible de les arrêter; de les neutraliser; d'empêcher leur entrée en action. Au Venezuela tout est déployé, tactiquement et stratégiquement, avec cet objectif. Il reste à faire la même chose de Orinoco au Sud. Faute de vraies forces politiques avec soutien de masses qui assument la tâche, doivent la prendre en charge ceux qui peuvent porter la vérité à l'opinion publique : journalistes, intellectuels, artistes. Il est urgent de dénoncer la conspiration. Il ne s'agit pas seulement de la Révolution Socialiste Bolivarienne. On voit maintenant que le capitalisme en crise est incompatible avec la démocratie. Le tir vise Chavez, s'il touche sa cible, se serait un coup mortel pour les régimes constitutionnels de l'hémisphère. Luis Bilbao, AmericaXXI. <http://amerikenlutte.free.fr>